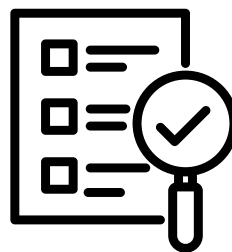


ÉVALUATIONS NATIONALES : **un outil CONTRE** **les personnels et les élèves**



Généralisées à l'ensemble des classes élémentaires, les évaluations nationales - déjà largement critiquées par les personnels de l'éducation dans leur mise en œuvre - sont devenues l'outil de pilotage absolu et incontestable de l'administration. Cette dernière s'appuie sur ces résultats, sans jamais y apposer le moindre regard critique, pour distiller sa bonne parole sur les bonnes manières de faire classe et renforcer ainsi ses injonctions normatives.

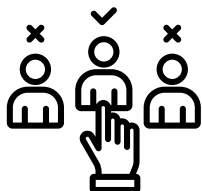
Un outil au service des injonctions normatives

Investissant les conseils des maitres et maitresses ou autre conseils de cycles, les IEN s'appuient désormais sur les résultats des évaluations nationales pour pointer du doigt les difficultés des écoles. En se basant sur ces seuls résultats, ils et elles enjoignent les équipes à travailler tel ou tel domaine, confisquant ainsi le regard expert de l'équipe enseignante. Plutôt que de partir des besoins réels du terrain, plutôt que de faire confiance aux enseignant·es qui côtoient chaque jour les élèves et qui sont à ce titre certainement les mieux placés pour définir des objectifs d'apprentissage et de progrès, l'administration s'en remet aux sacro-saintes évaluations nationales, qui diraient subitement tout des réussites ou des difficultés d'une école.

L'exemple de l'usage des évaluations nationales dans le cadre des constellations est édifiant. L'Éducation nationale promet de partir des besoins réels des équipes enseignantes, leur assurant de pouvoir définir leur propre problématique dans une perspective de co-formation. Derrière ce bel enrobage, la réalité est toute autre. Dans les premiers temps de formation, les personnels sont assommés de chiffres, parfois culpabilisants et toujours présentés comme indiscutables, mettant en avant les axes à travailler. Très souvent, les problématiques sont ainsi largement induites par l'administration.

Un outil de tri des élèves et de mise en concurrence

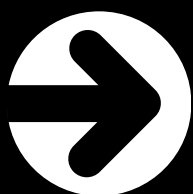
À aucun moment l'administration ne questionne la légitimité des résultats aux évaluations nationales comme seul et unique indicateur des difficultés rencontrées par des écoles. SUD éducation s'oppose depuis 2018 à leur mise en place. Chronophages, anxiogènes, normatives, sexistes, validistes, hors-sol, elles ne sont pas un outil au service des intérêts des personnels et des élèves : elles sont un outil à visée statistique, permettant de mieux légitimer les injonctions normatives de notre hiérarchie et, in fine, de trier les élèves. Elles sont aussi un outil de mise en concurrence généralisée. Dans les formations des enseignant·es ou dans les réunions de directeurs et directrices, les tableaux comparatifs des écoles, circonscriptions et départements se multiplient. Cette vision va à l'encontre de l'essence même du service public d'éducation qui prône pourtant la bienveillance.



Un outil de déresponsabilisation de l'administration

En réduisant la focale aux seules problématiques pédagogiques, l'Éducation nationale exclue tous les aspects structurels de manque de moyen. La pédagogie est ici utilisée pour nous faire détourner le regard. Pour le Ministère, si les résultats ne sont pas bons, ce n'est pas parce que les effectifs des classes sont trop chargés ou parce que les conditions de travail des enseignant·es sont largement dégradées, mais parce que les personnels n'utilisent pas la bonne méthode.

Pour SUD éducation, construire une école réellement émancipatrice, c'est impérativement penser la pédagogie en lien avec la question des moyens !



SUD éducation revendique la fin de ces évaluations nationales et le respect entier de la liberté pédagogique des enseignant·es qui sont les mieux placés pour connaître leurs besoins et ceux de leurs élèves.